

DESS Juriste international 2000 2001
S. PERUZZETTO
Droit communautaire

Introduction au droit communautaire

- Test de niveau
- Présentation du programme
 - Présentation des différents exercices demandés et des méthodes de travail
 -

Droit communautaire institutionnel

- Ordre communautaire, ordre interne, ordre international: spécificités de l'ordre communautaire
- Articulation ordre communautaire et ordre interne: Les différentes normes communautaires, les conflits de normes, les organes communautaires et nationaux
- Les différents recours devant les instances nationales, devant les instances communautaires

Droit international privé dans l'ordre communautaire: les règles de compétence internationale: La convention de Bruxelles du 27.5.68

- Les solutions en matière de contrat, de délit
 - Les clauses attributives de compétence
 - Mesures provisoires
 - Litispendance et connexité
 - L'exequatur et la reconnaissance
- 1) La société française EMBOUFRANCE, établie à Lyon a vendu à une société italienne des machines à emboutir. L'accord ne dit rien sur la compétence du juge mais prévoit que la loi applicable est la loi française. En l'absence de paiement après mise en demeure, la société française peut-elle porter le litige devant le juge français? Même question si l'acheteur est établi à Chicago
- 2) Monsieur COLAVION, domicilié au Bourget a demandé en janvier 1998 à la société Oldplane, établie à Chicago, spécialisée dans la réparation des vieux avions, de remettre son avion en état et de le restituer à son hangar avant le 1^{er} juin 1999, dans la mesure où Monsieur COLAVION participe à un concours de vieux avions en Angleterre à la fin du mois de Juin. En l'absence de livraison à cette date, quel juge Monsieur COLAVION pourra-t-il saisir? Même question si le réparateur est établi en Allemagne.
- 3) Une société française active dans les produits cosmétique constate que sa marque est utilisée sur le site web pour la commercialisation de bijoux par une société établie aux Etats Unies. Peut-elle saisir le juge français?
- 4) Une charte partie a été conclue entre une société allemande et une société néerlandaise en 1990. La société allemande n'a pas payé le fret convenu et la société néerlandaise saisit en référé provision le juge de sa nationalité, soit le juge hollandais alors que le contrat prévoyait la compétence au fond du juge allemand? Peut-il le faire? Peut-il saisir le juge allemand? Mêmes questions si le contrat donne compétence au fond à un arbitre.
- 5) Un accord de transfert de technologie est conclu en 1991 entre un donneur établi à Paris et un licencié portugais. Le contrat est résilié d'un commun accord mais la société

portugaise n'honore pas la facture de la société française pour les arriérés . la société française saisit le juge français des référés pour obtenir une provision . Ce juge est-il compétent ?

6) Une société française a vendu à une société anglaise des vins de Bordeaux dans le cadre d'un accord de distribution exclusive pour le Royaume Uni conclu en 1998. Elle constate d'abord que contrairement à l'accord de distribution la société anglaise n'a pas réalisé ses objectifs, elle voudrait des dommages et intérêts sur ce fondement et par ailleurs les deux dernières factures n'ont pas été honorées. Peut-elle saisir le juge français pour ces deux demandes ?

7) La société française AEROTECH, immatriculée à Toulouse a été condamnée par les juridictions de l'Etat de New York saisies conformément à la clause attributive de juridiction en paiement d'une dette commerciale au profit de la société US AIRWAYS, immatriculée à New York. Le contrat prévoyait l'application du droit de New York.

La société américaine peut-elle procéder à une saisie sur le compte bancaire de la société française, tenu par la banque de Toulouse ?

8) La société française AEROTECH, immatriculée à Toulouse a été condamnée par la High Court de Londres, saisie conformément à la clause attributive de juridiction, en paiement d'une dette commerciale au profit de la société BRIT AIRWAYS, immatriculée à Londres. Le contrat prévoyait l'application du droit anglais.

La société anglaise peut-elle procéder à une saisie sur le compte bancaire de la société française, tenu par la banque de Toulouse ?

Droit international privé dans l'ordre communautaire : les règles de conflit de lois

- Règle matérielle et règle conflictuelle
- Le raisonnement conflictuel
- La convention de Rome du 19 juin 1980 : présentation, comparaison avec les conventions de La Haye 15 juin 1955, de La Haye 14 mars 1978, de Vienne du 11.4.80

1) Le concessionnaire en France de la société allemande BERG veut assigner ce dernier pour obtenir des dommages et intérêts pour rupture abusive du contrat de concession. Le concédant rétorque que quoi qu'il en soit le contrat est nul par application du droit communautaire de la concurrence. Les parties se sont mis d'accord pour que le contrat soit soumis au droit saoudien. Le juge français est-il compétent ? Selon quelle loi le litige sera-t-il tranché ?

2) La société ROCHER établie à Perpignan, qui fabrique et commercialise des graviers pour la construction a livré en 1990 des graviers à une société espagnole qui ne lui avait pas précisé qu'elle voulait les utiliser pour la conception de jardins zen. Les graviers s'avèrent cependant trop gros et la société espagnole renvoie la marchandise et refuse le paiement. La société ROCHER assigne devant le juge français la société espagnole qui demande reconventionnellement l'annulation du contrat. Quelle norme sera applicable ?

3) La société de construction BERLOIX, établie en France, a acheté au distributeur exclusif pour la France de la société allemande Deutsche Metal, des poutres métalliques. A la fin de l'été, ces poutres sont légèrement courbées et Berloix veut assigner le fabricant pour non conformité des marchandises. Quel est le juge compétent ? quelle est la loi applicable ?

4) La société FILEUROPE est pour la France, agent commercial de la société allemande BLUMDORF, laquelle commercialise ses produits en dehors de l'Allemagne par le biais de différents agents commerciaux. Dans les contrats d'agence signés postérieurement, une clause

donne compétence aux juridictions allemandes. La société allemande ayant rompu ses relations avec FILEUROPE, la société l'assigne en France pour rupture abusive du contrat et paiement de l'indemnité de clientèle et des commissions dues. Le juge français est-il compétent ? Dans l'affirmative, quelle loi sera appliquée.

5) Un agent commercial ayant une représentation exclusive en France par contrat conclu en Novembre 1990 avec un fabricant néerlandais agit à son encontre à la suite de la rupture en vue d'obtenir une indemnité de clientèle, une indemnité de préavis, des dommages et intérêts pour rupture abusive. Peut-il saisir le juge français ?

6) Leathertex établi en Italie a conclu avec un agent commercial belge un contrat d'agence avec exclusivité pour la Belgique. A la suite de la rupture l'agent saisit le juge belge en demande d'arriéré de commissions et d'indemnité compensatoire de préavis. Comment va raisonner le tribunal belge à l'égard de ces deux demandes ? quels sont les moyens de concentrer les demandes devant le même juge sachant qu'en droit belge les deux demandes sont considérées comme équivalentes et que le paiement est quérable ?

7) La société NUTRITECH/, immatriculée à Toulouse, signe un contrat avec la société italienne Pasta Binacha portant sur la fourniture en Italie d'un colorant alimentaire. La société italienne n'est pas satisfaite de la qualité du produit livré et veut agir en justice. Juge compétent ? loi applicable ?

8) La société SOFT 3000, dont le siège est à Toulouse, développe et commercialise des logiciels. Elle concède une licence d'utilisation à durée indéterminée du logiciel FACILGRAPH à la société CLARO dont le siège est à Milan, pour son établissement de Lisbonne. Le contrat prévoit que la société française installe à Lisbonne le logiciel et que le paiement est dû à 1 mois date de facturation au siège toulousain de la société française. La société française déplore l'absence de paiement et souhaite saisir le juge français. Le peut-elle, quelle loi sera applicable ?

Les quatre libertés

- Les quatre libertés : principe et exceptions

- Incidences des règles relatives aux quatre libertés et dérivées des quatre libertés sur chacune des fonctions de l'entreprise

1) Aux termes de la législation belge du 10 avril 1990, l'exploitation d'une entreprise de sécurité (fournisseur de systèmes et de centraux d'alarme) est soumise à un agrément administratif préalable. Parmi les conditions à remplir figure l'approbation des matériels en question, selon les modalités précisées par un arrêté royal du 14 mai 1991. L'entreprise Pfiffer, une entreprise allemande non agréée et commercialisant du matériel qui ne l'est pas davantage, se plaint d'être l'objet de diffamation d'entreprises concurrentes qui d'ailleurs agissent en justice en Belgique pour faire cesser son activité.

Cette entreprise est dans une situation d'autant plus difficile qu'elle se heurte en Belgique à de continus obstacles :

- elle souhaite ouvrir ses commerces en Belgique le dimanche, alors que le droit national l'exclut, - la publicité télévisée de l'un de ses produits lui est refusée au motif que certaines images trop violentes, pourraient heurter la sensibilité de jeunes téléspectateurs.

2) L'entreprise anglaise Sweets connaît également des difficultés : la confiserie qu'il souhaite introduire en Espagne nécessite un conditionnement particulier ce qui lui entraîne des

coûts supplémentaires. Ce type de conditionnement est exigé en Espagne pour toutes les productions, nationales ou étrangères dès lors qu'elles sont commercialisées en Espagne. De plus, il souhaite commercialiser ce produit sous l'appellation « Mint's » alors qu'un produit similaire est commercialisé en Espagne sous le nom « Pint's ».

3) L'entreprise grecque Dyonisos fabrique des foies gras et souhaite les exporter en France. Il se heurte néanmoins au décret 93-399 du 9.8.93 relatif à la préparation à base de foie gras qui ne comporte pas de disposition de reconnaissance mutuelle pour les produits en provenance d'autres Etats et répondant aux règles édictées par l'état d'origine. Or les modalités de fabrication en Grèce, sont différentes de celles reconnues en France.

4) Alors que la filiale allemande de la société EUROMETAL a l'exclusivité de la distribution de ses produits sous sa marque en Allemagne, cette dernière vient de l'informer que des produits portant cette marque et venant d'Espagne viennent d'être commercialisés en Allemagne à moitié prix. La filiale allemande dispose-t-elle de moyens juridiques pour s'y opposer ?

Ententes et abus de position dominante : les principes des articles 81 et 82

- Conditions aux ententes et conditions d'exemption
- Conditions aux abus de position dominante

1) Un fabricant de barres glacées établi en France souhaite s'implanter sur le marché irlandais. Il démarché un certain nombre de détaillants irlandais qui lui indiquent qu'ils ne sont pas intéressés dès lors qu'il distribuent des barres glacées d'une filiale en Irlande d'un groupe alimentaire laquelle leur prête des congélateurs pour autant qu'ils ne les utilisent que pour leurs produits.

2) Une société de transport aérien ayant sur le marché britannique une part de 40%, le concurrent suivant ayant 5,5 %, de part sur ce même marché, a mis en place auprès des agences de voyage un système de commissions par lequel le taux de rémunération augmente si les agences progressent dans leurs ventes en produits par rapport à l'année précédente.

3) Un fabricant de médicament dont l'un des brevets vient de tomber dans le domaine public, propose à ses clients une remise sur un autre médicament sur lequel elle détient toujours un brevet, si le client continue à lui acheter son premier médicament.

4) Un importateur de logiciels en France se plaignait que Microsoft MC et Microsoft France ainsi que les distributeurs canadiens de Microsoft restreignaient ses importations du Canada en France. Il produisait une note établie par Microsoft France pour ses distributeurs français et qui indiquait que MC a mis en place des mesures dont l'objectif est de renforcer l'interdiction de distribuer les produits canadiens en dehors du Canada. Il allègue également une importante différence de prix entre les produits Microsoft au Canada et les produits Microsoft vendus en Europe.

Ententes et abus de position dominante : la mise en oeuvre des principes

- les compétences respectives des organes nationaux et communautaires dans l'application des règles communautaires de concurrence ;
- l'éventuel conflit entre les règles nationales et communautaires de concurrence devant les organes nationaux
- concurrence et interventions étatiques

1) Une PME de Toulouse se trouve écartée d'un groupement d'entreprises qui travaille à l'élaboration de normes techniques de fabrication de poulies. Où peut-elle porter son action et quel conseil lui donner dans le choix de l'organe ?

2) Le conseil national des expéditeurs en douane d'Italie, organe de droit public organisé par la loi italienne, définit tous les trois ans, aux termes de cette loi, les tarifs, la réglementation relative en particulier aux modalités d'intervention et à la publicité comparative entre expéditeurs.

Cette pratique est-elle contestable par une entreprise contestant les prix ainsi pratiqués ?

Ententes et abus de position dominante : la distribution

La société DESSinter souhaite distribuer ses vêtements de sport en Italie, en Angleterre, en Espagne. Elle vous demande de lui dresser le tableau des différentes modalités de vente et de lui exposer les avantages et les inconvénients de chacune.

- Analyse de texte : le règlement 2790 /99 du 21.12.99 d'exemption par catégorie relatif aux accords verticaux

1) Pour pénétrer le marché portugais, EUROMETAL a conclu un accord avec une société locale qui assurera la revente de ses poutres. Cette société lui a cependant indiqué qu'elle est prête à s'engager pour autant qu'elle sera seule à vendre au Portugal les poutres EUROMETAL. La société EUROMETAL, quant à elle, souhaite que la société portugaise ne vende que les poutres de cette marque. Préparez les clauses relatives à ces points.

2) Une société de fabrication de poutres métalliques conclut avec une entreprise établie en Espagne un accord par lequel l'entreprise espagnole assure l'exclusivité de la distribution en Espagne en contre-partie d'une rémunération proportionnelle aux ventes en Espagne. Pour sortir de l'exclusivité, le fabricant argue du caractère anti-concurrentiel de la clause. Préparez ses arguments et ceux de l'entreprise espagnole.

-

- 3) Une société de fabrication de vêtements de Castres a conclu un accord de franchise avec un franchisé établi en Italie. L'accord prévoit qu'à l'issue de l'accord, le franchisé est tenu à une obligation de non concurrence de 10 ans. Quel est le régime de cette clause ?

Ententes et abus de position dominante : les accords de transfert de technologie, de sous-traitance, de recherche et développement en commun, de spécialisation

- Analyse de texte : les règlements d'exemption 240/96 relatif aux accords de spécialisation, 418/84 relatif aux accords de recherche et développement et 417/84 relatif aux accords de fabrication en commun

1) Un fabricant de pneumatiques établi en France autorise une société établie au Portugal à utiliser son savoir faire pour le rechapage des pneumatiques, en contrepartie d'une redevance, cette autorisation de fabriquer et commercialiser les produits réalisés lui est accordée en exclusivité sur tout le territoire du Portugal pour autant que la société portugaise lui concède à titre exclusif tous les droits sur des éventuels perfectionnements apportés à la technique. Le contrat est conclu pour une durée de 5 ans.

2) Un fabricant de mobilier urbain souhaite s'associer à un fabricant de panneaux publicitaires pour fabriquer du mobilier publicitaire. Cet accord comporte-t-il des risques concurrence ?

- 3) Un fabricant de mobilier urbain souhaiterait sous-traiter la fabrication des poutres métalliques. Quels sont les risques de l'accord du point de vue du droit de la concurrence
- 4) Etablissez la liste des lauses à risque d'un contrat de transfert de savoir faire

Les concentrations et les entreprises communes

- reprenez le règlement relatif au contrôle des concentrations (et sa version modifiée par le règlement du 30.6.97) et l'ensemble des communications relatives au règlement publiées et indiquez les étapes du raisonnement avec les textes de référence
- Analyse de texte : l'article 2 du règlement
- Construction de plan : la procédure en matière de concentration
- Pour assurer sa présence au Danemark, EUROMETAL vient d'acquérir 30% des droits de vote dans une société existante de construction métallique, préalablement contrôlée à 100% par une société active dans les travaux publics. Cette société assurera la commercialisation des poutres métalliques au Danemark. L'opération nécessite-t-elle une formalité particulière ? Même question si la société assure la fabrication et la commercialisation du produit.

Exercices de vérification de niveau

1) La société EUROMETAL établie à Paris La Défense fabrique et commercialise par le biais de ses différentes filiales européennes, situées en Espagne, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Autriche, et en Irlande, des poutres métalliques utilisées dans la construction et portant la marque EUROMETAL, chacune des filiales ayant une licence exclusive à la fois sur le processus de fabrication, la distribution des produits et sur la marque EUROMETAL.

Ce mode d'organisation est-il conforme au droit de la concurrence ?

2) La société allemande Pfiffer commercialise en France un produit biocide (destiné à prévenir la formation de mousse sur les murs et dalles extérieures). Elle se heurte à des restrictions de commercialisation décidées, depuis quelques mois par le gouvernement français. En fait ce produit est soumis à une autorisation préalable du Ministre de la Santé pour des raisons liées à la santé des personnes. Or, l'Allemagne et l'Italie commercialisent ce même produit sans aucun contrôle préalable. Quant à la Belgique, si elle organise un contrôle, celui-ci est de niveau moindre que celui prévu en France.

3) La société belge ARGUS a conclu avec la société grecque Opticos un contrat par lequel elle s'engage à fournir à celle-ci du matériel optique dans ses entrepôts d'Athènes. Le contrat stipule que tout litige sera porté devant les juridictions toulousaines. Lors de la livraison, le matériel se révèle défectueux et devant le refus de la société belge à un échange, la société Opticos décide de saisir le juge toulousain.

- Est-il compétent ? quelle loi appliquera-t-il ?
- -Même question si la société ARGUS était établie au Venezuela ?
- en l'absence de clause sur la compétence du juge, quel serait le juge compétent ?

Exercices de vérification de niveau

1) La société EUROMETAL établie à Paris La Défense fabrique et commercialise par le biais de ses différentes filiales européennes, situées en Espagne, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Autriche, et en Irlande, des poutres métalliques utilisées dans la construction et portant la marque EUROMETAL, chacune des filiales ayant une licence exclusive à la fois sur le processus de fabrication, la distribution des produits et sur la marque EUROMETAL.

Ce mode d'organisation est-il conforme au droit de la concurrence ?

2) La société allemande Pfiffer commercialise en France un produit biocide (destiné à prévenir la formation de mousse sur les murs et dalles extérieures). Elle se heurte à des restrictions de commercialisation décidées, depuis quelques mois par le gouvernement français. En fait ce produit est soumis à une autorisation préalable du Ministre de la Santé pour des raisons liées à la santé des personnes. Or, l'Allemagne et l'Italie commercialisent ce même produit sans aucun contrôle préalable. Quant à la Belgique, si elle organise un contrôle, celui-ci est de niveau moindre que celui prévu en France.

3) La société belge ARGUS a conclu avec la société grecque Opticos un contrat par lequel elle s'engage à fournir à celle-ci du matériel optique dans ses entrepôts d'Athènes. Le contrat stipule que tout litige sera porté devant les juridictions toulousaines. Lors de la livraison, le matériel se révèle défectueux et devant le refus de la société belge à un échange, la société Opticos décide de saisir le juge toulousain.

- Est-il compétent ? quelle loi appliquera-t-il ?
- -Même question si la société ARGUS était établie au Venezuela ?
- en l'absence de clause sur la compétence du juge, quel serait le juge compétent ?